

Déficit 2017 : l'objectif de l'exécutif jugé «improbable».

Article rédigé par , le 28 septembre 2016

[Source : Les Echos]

EXCLUSIF - Le Haut Conseil des finances publiques devrait juger «incertain» le retour du déficit public sous la barre des 3 % du PIB. A gauche, on note que les doutes passés de l'autorité indépendante ont été démentis.

Pas encore présenté officiellement, et déjà contesté. Le projet de budget pour 2017 qui sera dévoilé mercredi par le gouvernement ne convainc visiblement pas le Haut Conseil aux finances publiques. Selon nos informations, l'avis que s'apprête à dévoiler cette autorité indépendante se révèle sévère pour Bercy. Ainsi l'hypothèse d'une croissance à 1,5 % l'an prochain est jugée trop optimiste, voire même imprudente, par rapport au consensus qui se dégage des prévisions des économistes. Surtout le Haut Conseil devrait juger « *improbable* » l'atteinte de l'objectif d'un déficit public nominal à 2,7 % du PIB l'an prochain, qui est celui affiché par le gouvernement. Le scepticisme est le même concernant la réduction du déficit structurel, alors que l'effort envisagé est pourtant modeste (0,4 %).

Le Haut Conseil devrait estimer également que le retour du déficit nominal sous la barre des 3 % du PIB reste « *incertain* », alors même que c'est un impératif pour éviter le déclenchement de sanctions de la part des partenaires européens de la France.

Un enjeu de la campagne présidentielle

Cet avis du Haut Conseil est très attendu. Créée en décembre 2012, cette autorité indépendante découvre cette année les joies des avis en période pré-électorale. La réalité des comptes publics est ainsi devenu un enjeu de la campagne présidentielle qui s'ouvre, alors que la droite clairotte déjà que le projet de budget 2017 n'est pas sincère et masque un dérapage des déficits. L'autorité indépendante a donc été mise sous une pression particulière cette année, alors que tous les candidats des Républicains promettent un audit en mai prochain en cas de victoire à la présidentielle. Nul doute que son avis plutôt sévère devrait être utilisé par tous les candidats à la primaire de la droite

Le gouvernement devrait malgré tout camper sur ses positions et réaffirmer ses objectifs. Ce n'est en effet pas la première fois qu'un projet de budget suscite doutes et critiques de la part de l'autorité indépendante. « *En 2015, les critiques avaient été assez fortes de la part du Haut Conseil, et ça n'avait pas empêché Bercy d'atteindre ses objectifs et même de faire mieux que prévu* », note un proche du gouvernement. Ce dernier devrait aussi faire valoir son sérieux en insistant sur le ralentissement de la dépense publique constaté depuis 2012 .

Ces arguments devraient être à nouveau utilisés dans les mois qui viennent, alors que Bercy aura aussi à convaincre Bruxelles du bien-fondé de son projet de budget. De sources concordantes, il est probable que l'objectif de 2,7 % ne soit pas retenu comme tel par la Commission européenne, sans que cela remette en cause le retour sous la barre des 3 % dans l'immédiat.